

## Annexe au Rapport

## Résumé des attributions de la British Broadcasting Corporation

(Extrait du paragraphe 3 de sa charte de constitution en corporation).

- (a) Effectuer des émissions radiophoniques.
- (b) Acquérir toute entreprise, poste, établissement, etc., en vue de mener à bien le travail de la Corporation.
- (c) Créer et maintenir des postes.
- (d) Publier des journaux, livres, magazines, etc.
- (e) Recueillir des nouvelles.
- (f) Obtenir des droits d'auteur en matière littéraire, musicale et artistique, disques de gramophone, etc.
- (g) Acheter et acquérir des brevets.
- (h) Entrer en négociations avec le gouvernement ou toutes autres autorités constituées sous réserve de certaines restrictions.
- (i) Fonder et encourager des systèmes de pension pour les employés.
- (j) Acquérir et céder à bail des propriétés immobilières et personnelles.
- (k) Placer les fonds de la Corporation momentanément disponibles.
- (l) Négocier des emprunts.
- (m) Vendre et acheter des propriétés.
- (n) Agir en tout de façon à favoriser l'obtention des objectifs de la Corporation.

## DIVERS BILLS D'INTERET PRIVE

M. McPHEE dépose le troisième rapport du comité des bills d'intérêt privé.

## INAUGURATION DU MONUMENT DE VIMY

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. W. L. MACKENZIE KING (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai l'honneur d'informer la Chambre que Sa Majesté le roi a gracieusement accepté l'invitation du Gouvernement canadien de présider à l'inauguration du monument de Vimy, le 26 juillet prochain. J'ai aussi le plaisir d'annoncer, par la même occasion, que le Canada sera honoré de la présence du président de la République française.

## LE CANADA ET LES ETATS-UNIS

## ARTICLE RELATIF À LA DEMANDE D'UNE COMMISSION POUR ÉTUDIER UNE UNION POLITIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. E. WILTON (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, avant l'appel de l'ordre du jour, je réclame l'indulgence de la Chambre afin de faire une brève déclaration concernant une nouvelle que les journaux ont publiée ces jours derniers. Voici ce dont il s'agit. Un membre du congrès des Etats-Unis a proposé la nomination d'une commission afin d'étudier la convenance d'accorder au Canada le privilège de faire partie de la République américaine.

Des MEMBRES: A l'ordre.

M. WILTON: Est-ce que j'enfreins le Règlement?

M. l'ORATEUR: A l'ordre.

## PETITS PROPRIETAIRES

## PROJET D'ÉTUDE DE LEUR ÉTAT FINANCIER EN VUE D'UN TRAITEMENT ÉQUITABLE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. FERNAND RINFRET (secrétaire d'Etat): Monsieur l'Orateur, à la dernière séance de la Chambre, l'honorable député de Parkdale (M. Spence) a demandé si le Gouvernement prend des mesures afin de donner suite à la proposition de l'honorable député de Sainte-Marie (M. Deslauriers) adoptée, le 27 février dernier, touchant les petits propriétaires. En réponse, puis-je faire observer que le Gouvernement était alors d'avis,—et il l'est encore,—que la question d'accorder de l'aide ou du secours aux petits propriétaires relève premièrement des municipalités. On accorde à cette classe de la population canadienne la considération requise dans la préparation du budget et d'autres articles du programme ministériel.

## LES CHEMINS DE FER NATIONAUX CANADIENS

## CORRESPONDANCE RELATIVE À LA RETRAITE DES RÉGISSEURS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. H. A. STEWART: Monsieur l'Orateur, le ministre des Chemins de fer et des Canaux (M. Howe) aurait-il l'obligeance de déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance échangée entre son ministère ou n'importe quel département du service public et les conseils de régie du réseau national concernant la retraite des régisseurs.

L'hon. C. D. HOWE (ministre des Chemins de fer): Monsieur l'Orateur, j'ai eu l'occasion de voir les quelques lettres qui furent échangées sur ce sujet. Or, toutes ces lettres portent la mention "personnelle et confidentielle". Presque toutes émanent des régisseurs et quelques-unes seulement du ministre des Chemins de fer.

L'hon. M. STEWART: Le ministre voudrait-il déposer sur le bureau celles qui ne sont pas marquées "confidentielle"?

L'hon. M. HOWE: Toutes le sont.

L'hon. M. STEWART: Le ministre a dit "presque toutes".

L'hon. M. HOWE: Presque toutes émanent des régisseurs. Voilà ce que j'ai dit.

L'hon. M. STEWART: J'ai cru lui entendre dire que presque toutes étaient marquées "confidentielle".